

L'HISTOIRE DU  
CENTRE DE  
FORMATION  
POPULAIRE PLUS DE  
45 ANS AU SERVICE  
DES MOUVEMENTS  
POPULAIRE ET  
COMMUNAUTAIRE

## 1 L'histoire du centre de formation populaire plus de 45 ans au service des mouvements populaire et communautaire

- 1.1 La décennie 1970-1979
- 1.2 Les années d'effervescence politique
- 1.3 La crise de 1974-76 : la tentative de liquidation
- 1.4 Le CFP au cœur du débat national

## 2 La décennie 1980- 1989

- 2.1 Les années du communautaire
- 2.2 Le colloque de Victoriaville
  - 2.2.1 Mouvement populaire et société

## 3 La décennie 1990- 1999

- 3.1 L'Université populaire d'été (UPÉ)
- 3.2 Le CFP renouvelle son expertise et rayonne plus largement
- 3.3 Nouveaux enjeux, nouveaux champs de travail

## 4 La décennie 2000- 2009

- 4.1 La politique de reconnaissance de l'action communautaire
  - 4.1.1 La Marche mondiale des femmes contre la violence et la pauvreté
  - 4.1.2 Le Sommet des peuples des Amériques
  - 4.1.3 La société civile s'organise
  - 4.1.4 La contribution du CFP à ces événements
- 4.2 L'ancrage du CFP dans le mouvement communautaire
- 4.3 Un régime de retraite pour les travailleuses et les travailleurs du mouvement communautaire

## 5 Depuis 2010...

- 5.1 40e anniversaire
  - 5.1.1 Nouvelle adresse pour le CFP
- 5.2 L'évaluation par et pour le communautaire...

# L'histoire du Centre de formation populaire : plus de 45 ans au service des mouvements populaire et communautaire

## La décennie 1970-1979

### Les années d'effervescence politique

À l'aube des années '70, des milliers de jeunes profitent des ouvertures sur le monde créées par la Révolution tranquille et découvrent qu'ailleurs, d'autres jeunes gens désirent aussi changer les conditions de vie de la majorité. Travailleurs politisés, humanistes chrétiens, marxistes épris d'idéal et de générosité, ils choisissent le camp des défavorisés et s'engagent sur les terrains de lutte qui se présentent à eux : le syndicalisme, les comités de citoyens, l'émancipation nationale, quand ce n'est pas tous ces champs de bataille à la fois. Le Centre de formation populaire est né de cet élan généreux. Ces dix premières années sont les plus enflammées et les plus déchirantes de son histoire. Le CFP survit grâce à l'acharnement de ceux et de celles qui ont toujours refusé que l'intention de départ ne meure : outiller les laissés-pour-compte et leur donner les moyens de se prendre en main. Les origines du Centre de formation populaire par Louis Favreau membre de la première équipe de permanents du CFP « ...il peut être utile de souligner la filiation du Conseil de développement social du Montréal métropolitain (CDSMM) et du Centre de formation populaire (CFP), autour de l'équipe d'animation sociale et autour de gens comme Michel Blondin, Jean-Marc Gareau, Pierre Lagrenade et moi. Le projet du CFP prend ses racines au sein de cette équipe. Ces personnes-là s'étaient connues dans les Chantiers de Montréal, un projet inspiré de l'esprit d'Emmaüs de l'Abbé Pierre, c'est-à-dire de travailler à ce que les défavorisés de notre société puissent s'organiser entre eux.

Dès l'époque du CDSMM, notre travail auprès des comités de citoyens passait par l'éducation et par les échanges sur le fonctionnement politique de notre société. À la fin des années soixante, les comités de citoyens se multiplient et donnent naissance au Front d'action politique (FRAP). Celui-ci connaîtra très rapidement des années difficiles avec son échec électoral à l'hôtel de ville de Montréal, au beau milieu de la crise d'octobre de 1970.

C'est dans ce contexte que naît le Centre de formation populaire. Sa fondation s'appuie sur le fait que les gens avaient besoin de comprendre les raisons de cet échec. »

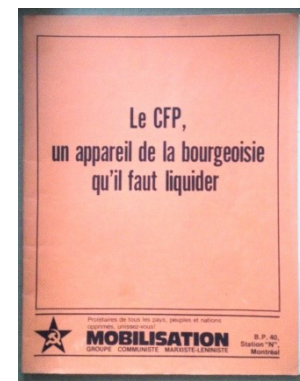
## Le CFP, un carrefour en pleine croissance

Les trois années qui ont suivi la fondation du CFP ont été des années heureuses puisque tout réussissait au CFP : le financement est au rendez-vous, les portes des syndicats et des groupes de citoyens s'ouvrent et la publication du document *Les travailleurs face au pouvoir*, rédigé par Louis Favreau, connaît des tirages record. Le CFP est véritablement un carrefour de jeunes intellectuels engagés, qui se respectent et partagent une vision commune : bâtir un centre de formation au service des travailleurs et de leurs organisations de lutte.

Yves Vaillancourt, membre du conseil d'administration du CFP en 1972 : « Parmi les aspects de l'expérience chilienne qui nous intéressaient vivement, il y avait ce projet d'aller vers le socialisme de façon démocratique en utilisant les élections et les institutions démocratiques. Il y avait aussi le souci de donner au projet socialiste un visage humain. » Solidaire, dès ses débuts, des luttes politiques et sociales menées par les travailleurs ailleurs dans le monde, le CFP entretient, grâce au réseau développé par Solidarité Québec Amérique latine (SQAL), des liens particulièrement intimes avec les organisations populaires et ouvrières chiliennes.

## La crise de 1974-76 : la tentative de liquidation

Le Centre de formation populaire se voulait un carrefour de différentes tendances progressistes qui animaient le Québec de l'époque. Mais, comme au sein de bien d'autres organismes, un vent de dogmatisme atteint le CFP. Des permanents et membres du conseil d'administration adhèrent à une conception de l'action politique qui nie la possible coexistence du CFP, vu comme un éclaircisseur politique du mouvement populaire et syndical, avec le « Parti, avant-garde du prolétariat ». Dans un contexte d'affrontements larvés, la tentative de liquidation est battue par les membres du CFP, dans le cadre d'une assemblée générale en **novembre 1976**. «Le CFP n'a jamais été autre chose qu'un appareil de la bourgeoisie entièrement consacré à la tâche de détourner la classe ouvrière de sa mission historique. ...le but que nous visons est clair: c'est la liquidation complète du CFP». Ce document de 48 pages, écrit, entre autres, par des employés salariés du CFP, illustre le ton du discours marxiste-léniniste que devaient affronter les militants de gauche dans les années 1975-76.



## Le CFP au cœur du débat national

Ce climat de tension n'empêche toutefois pas le CFP de contribuer de façon significative et originale aux grands débats de l'heure au Québec et dans les mouvements sociaux : la social-démocratie, la condition des femmes et la question nationale. Le CFP publie nombre de documents d'analyse et de réflexion sur ces questions et convie les mouvements aux débats. Les débats sur la question nationale atteignent leur paroxysme dans l'année qui précède l'échéancier du référendum de 1980. Le CFP est le porteur de la position du OUI critique qui va à contre-courant des analyses diffusées par les mouvements marxistes-léninistes qui, eux, prônent l'annulation du vote ou carrément le NON. « C'est aux indécis qui titubent que je m'adresse. Si c'est un NON, nous avons tous dit que ce sera interprété comme un mandat de changer la constitution et de renouveler le fédéralisme. Ce n'est pas moi seul qui le dis, ce sont 74 députés libéraux à Ottawa et les premiers ministres des neuf autres provinces. » La campagne référendaire de 1980 a vu le chef réel des forces du NON, l'ex-premier ministre Pierre-Elliott Trudeau, prendre des engagements sans équivoque...

Gérald Larose, président de la CSN, revient sur le rôle du CFP : « On se souvient du CFP comme « contributeur » à des clarifications d'enlignements syndicaux et d'enlignements politiques à l'intérieur du Conseil central de Montréal; ce sont les années 1978-79 et 80. Je vois une contribution de deux natures à cette époque sur la question nationale : la clarification du rôle des organisations de masse comme la CSN et leur nécessaire autonomie par rapport aux organisations politiques quelles qu'elles soient.

Sur la question nationale, le CFP a été très pertinent pour nous faire redécouvrir la nature même de la CSN comme organisation issue de la question nationale. On s'est aperçu que le projet souverainiste n'était pas réactionnaire mais bien révolutionnaire et qu'à travers cette question, on pouvait avoir un levier puissant de transformation sociale. Je reconnais l'originalité des positions du CFP dans tous ces débats. » Gordon Lefebvre, ancien membre de l'équipe du CFP, nous parle de cette période : « En 1977-78, le Parti québécois était au pouvoir et on savait que le référendum s'en venait et que cette question allait être centrale au Québec. Le CFP a travaillé sur cette question pendant deux ans et a joué un rôle important pour développer une position de OUI critique au référendum. J'avais moi la conviction, dès 77, qu'il nous fallait développer une position correcte sur la question nationale, sinon on disparaîtrait. J'ai constaté que les groupes qui s'étaient trompés se sont effondrés après. »

## La décennie 1980- 1989

### Les années du communautaire

La défaite référendaire de mai 1980 affaiblit et neutralise le projet nationaliste à l'extérieur comme à l'intérieur des mouvements populaire et syndical. Malgré leur retrait du paysage politique vers 1982, le passage des groupes marxistes-léninistes a laissé une traînée de réactions vives au sein des mouvements sociaux, face à toute idéologie centralisatrice. Comment poursuivre le projet initial du CFP ? Instinctivement, le CFP revient aux sources et retrouve ses objectifs initiaux : former à l'action autonome, répandre les principes démocratiques, outiller les porteurs de changement social. Choissant consciemment de s'investir dans un mouvement communautaire en pleine ébullition, le CFP tente de maintenir vivant un lieu de réflexion et de pédagogie critique et de rétablir les ponts et la continuité avec son passé.

### Des lendemains incertains

Cette période est aussi marquée par huit années de tensions et de conflits face aux analyses et projets des groupes marxistes-léninistes. Ces derniers se sabordent vers les années 1982, sans pour autant dresser de bilan de leurs pratiques passées au sein du mouvement populaire et syndical. René Doré, permanent au CFP depuis 1979, explique : « Début 1980, le dossier à l'avant-scène, c'est encore la question nationale, avec l'échéance référendaire qui approche. Le CFP mène une longue campagne en faveur d'un OUI critique au référendum. L'échec référendaire a été suivi d'une période creuse, difficile pour le CFP et pour certaines personnes de l'équipe. On déchanté, on se remet en question, on se demande où on s'en va. » Pour Bernard Vallée, membre et partenaire du CFP : « Le début des années '80 est une période de crise, de rejet du politique à la suite de très longues luttes internes avec les militants des groupes ML. On fonctionnait à vue, c'est-à-dire qu'on ne voulait plus être enserré dans un modèle. »

### Le colloque de Victoriaville

En 1986, le Centre de formation populaire s'implique dans l'organisation du colloque de Victoriaville « Fais-moi signe de changement ». Le projet avait été initié par la Corporation de développement communautaire des Bois-Francs qui commençait à nommer, avec d'autres, l'émergence d'une nouvelle génération d'organismes communautaires valorisant l'implication des citoyennes et citoyens dans le développement économique et social d'un territoire, d'une région. En filigrane, on visait à cerner les points de convergence entre différentes générations d'organismes portées par des visions progressistes différentes face au rôle des groupes



communautaires dans l'évolution de la société québécoise. Christine Daniel, permanente et coordonnatrice du CFP de 1985 à 1991 raconte : « Ç'a été la première expérience de rassemblement national des groupes communautaires provenant de tout le Québec. On a travaillé autour des perspectives de développement du communautaire. L'expérience a prouvé que c'est difficile de regrouper le communautaire sur le plan provincial, de s'entendre sur un projet commun, à cause de la grande diversité d'intérêts entre les groupes. On avait tenté de cerner des points identitaires communs : Le souci d'un fonctionnement démocratique; le communautaire porteur de valeurs alternatives : la prise en charge, l'autonomie individuelle et collective; l'importance de la formation adaptée à nos besoins, faite par nous autres et pour nous autres; le rôle d'éclaireur du communautaire dans la société; la recherche d'un changement social et d'un projet de société. Pour le CFP, sa participation lui a permis de se faire connaître davantage dans le mouvement populaire à Montréal et aussi en région. » Le sectarisme entourant les débats sur les questions politiques dans la décennie 1972-82 a mis dans l'ombre une dimension importante de la mission du CFP dans la première moitié des années '80. Pourtant, le CFP avait toujours consacré une part significative de ses activités de formation aux débats sur les enjeux politiques et à l'histoire des mouvements sociaux.

### **Mouvement populaire et société**

« Vers 1985, le Centre de formation populaire développe sa session de formation «Mouvement populaire et société» afin de regarder de nouveau la conjoncture politique. C'est pour le CFP, une tentative de ramener dans le décor les débats politiques. Vers 90, on lance dans le même style les Samedis de l'imaginaire, puis les toasts populaires, dans le but de sortir des sentiers battus et réfléchir à ce qui se passe dans notre société. Le CFP a fait un virage opportun... on désirait s'ouvrir aux idées nouvelles. » (René Doré)

## La décennie 1990- 1999

De nouveaux enjeux économiques, sociaux, politiques et culturels. Crise de l'État providence, nouvel ordre économique, nouveau contrat social, nouveaux partenariats... la décennie '90 apporte avec elle de profonds bouleversements dans tous les domaines de l'activité humaine et remet en question l'action sociale et la pensée politique. Après dix années de réalisations tous azimuts, le Centre de formation populaire entreprend cette décennie par un recentrage de ses activités de formation autour des leaders, des forces vives du milieu communautaire et syndical de Montréal et du Québec. Le CFP est sous les projecteurs, à l'écoute des besoins et sollicité pour prendre



position, pour expliquer et fournir des réponses. Comme à chacune des époques de sa courte vie, créant des liens avec le passé et les générations futures, le CFP maintient vivant son projet initial: outiller les laissés-pour-compte et leur donner les moyens de se prendre en main.

**À NE PAS MANQUER!**

**LES "TOASTS" POPULAIRES DU CFP**  
Déjeuner-causerie communautaire de 8h à 10h AM.

À chaque mois, un nouveau thème d'actualité.

Un déjeuner en compagnie de vos collègues et ami-e-s qui interviennent dans le milieu populaire et communautaire.

Venez siroter votre café et vous éveiller l'esprit en échangeant des idées, des impressions, des opinions, des intuitions, des rumeurs, des blagues, des rêves...

Discuter tranquillement d'un sujet d'actualité, alimenter vos réflexions et vos analyses, partager vos préoccupations sur la situation sociale, politique et économique au Québec, au Canada et au niveau international; voilà ce qui accompagne les "toasts" lors de ces déjeuners-causerie communautaires.

### Le concept de citoyenneté

C'est par des initiatives qui offrent aux leaders du mouvement communautaire et syndical des moments de réflexion sur le fonctionnement de notre société que le CFP entre dans la décennie '90. Pensons ici au Colloque «**Droit de cité**», 1994, Repenser la citoyenneté pour vivre



1996 les 25 ans du CFP de gauche à droite : Gordon Lefebvre, René Doré, France Clavette, une personne humaine inconnue, Christine Daniel, Louis Favreau et Lise Gervais

la démocratie Un virage sur les chapeaux de l'imaginaire Plusieurs formules sont expérimentées et fonctionnent bien : **les Forums de l'Imaginaire, 1991; les Toasts**



**populaires, 1989 et suivantes; les conférences publiques en soirée, 1991 et suivantes; les journées thématiques de réflexion, 1992 et 1993.**

## **L' Université populaire d'été (UPÉ)**

Toutefois, une formule est devenue une tradition, un concept attaché au nom du CFP, c'est l'Université populaire d'été (UPÉ), dont les thématiques annuelles sont provocatrices et porteuses de renouveau :



**1990** Enjeux et conjoncture

**1991** Désordre, nouvel ordre et alternative

**1992** L'État en question



Paul Chamberland et Gloria Escomé  
La poésie comme outil

**1993** Vie associative et citoyenneté

**1994** Les mouvements sociaux sont-ils porteurs d'une culture différente?

**1996** La révolution informationnelle.

**1997** Vers un nouveau contrat social

**1998** Justice sociale et citoyenneté, à l'heure de la crise du travail.

**1999** De la chute du mur de Berlin au déficit zéro

**2001** Individu, société civile, mouvements sociaux, État : Que sont-ils devenus ?

**2002** Cohérence, convergence, identité

**2003** Le rôle politique des mouvements sociaux dans la défense du bien commun

**2004** Renouer avec l'éducation populaire et politique : De la formation à l'engagement citoyen

**2006** Regards croisés sur l'apport du communautaire à la société québécoise

Les deux dernières éditions organisées par la COCAF –



Centre de formation populaire et le Centre de formation communautaire de la Mauricie

**2012** Transformation sociale et éducation populaire

**2015** La concertation des mouvements sociaux, à l'ère de l'austérité

Marcelle Dubé, coordonnatrice du Regroupement des maisons de jeunes du Québec et membre du CA du CFP en 1992, 93 et 94 : «On voulait tenter de rejoindre les permanents des organisations qui avaient besoin de réfléchir sur la conjoncture pour mieux définir leur action.»



Michel Chartrand UPÉ 1992

Pour Vincent van Schendel lui aussi membre du CA : «C'est ça le virage du CFP. Il a pris deux à trois ans à se faire. Mais les participantEs qui ont répondu à ces activités étaient ceux et celles qu'on voulait rejoindre, c'est-à-dire les permanentEs d'organisations, les leaders. Le CFP a aussi repris contact et prise sur le contenu, alors qu'il l'avait perdu. La conséquence de ce virage, c'est que le CFP a laissé à d'autres le terrain de la formation technique et que sa niche est plus spécifique qu'auparavant.»

Bernard Vallée ajoute : «Sur les questions transversales, c'est là que le CFP apporte quelque chose que personne n'apporte, des questions sur le sens de notre action, sur les changements dans l'organisation de travail, sur des thèmes qui parfois me surprennent dans le bon sens du mot.»

## **Le CFP renouvelle son expertise et rayonne plus largement**

Tout en multipliant ses ateliers de formation, les membres de l'équipe de formation du CFP sont de plus en plus sollicités par le milieu communautaire et syndical. Des sommes d'énergie considérables sont consenties à appuyer des regroupements provinciaux d'organismes communautaires dans leur travail de formation auprès de leurs membres, à siéger à des comités consultatifs, à travailler en partenariat avec des groupes de recherche universitaires. Le CFP y apporte ses contributions et y puise des connaissances et des expériences diversifiées. L'Université populaire d'été est un concept de formation donné dans un cadre champêtre, toujours axé sur une thématique de grande actualité.

Le CFP «sous les projecteurs» Le CFP est appelé et interpellé de tous côtés pour s'intéresser aux nouveaux enjeux sociaux. Ces demandes sont révélatrices de la

position de carrefour qu'occupe le CFP dans le monde communautaire: beaucoup de gens ont des attentes importantes face à lui. Comment s'en sortira-t-il? Vincent van Schendel : «Les derniers mois, et en particulier le dernier Sommet de Québec en avril '96, ont apporté au communautaire une reconnaissance qu'il n'avait pas. Mais évidemment, il y a danger de récupération par les agences gouvernementales... Alors on va voir les différences de vision se développer dans le communautaire... Qui va lancer le débat? Comment le CFP va se situer là-dedans?»

Pour Louis Favreau : «Le virage économique, à partir des années '90, est pour moi dans les faits un virage politique, qui vient avec une lecture nouvelle de l'économie et un renouvellement de l'intervention sociale et politique. Si ce n'avait été de ce virage, de ces multiples expériences de fonds régionaux de développement, de fonds communautaires, etc., on n'aurait pas aujourd'hui un chantier «économie sociale» pour le sommet de l'automne 1996.»

## Nouveaux enjeux, nouveaux champs de travail

Le CFP met de nouveaux chantiers de travail en place; les collaborations se renouvellent et s'intensifient.

L'équipe du CFP composée de Lise Gervais, Marie-Andrée Coutu, France Clavette, Pierre Valois et René Doré décrit ainsi ces nouveaux chantiers : **Le colloque «Droit de cité»**, organisé en 1994 en collaboration avec l'ICÉA et d'autres partenaires, pose des questions exigeantes: celle d'un partage renouvelé des responsabilités individuelles et collectives et celle d'une nécessaire redéfinition du rôle de l'État pour faire face aux grandes transformations en cours.



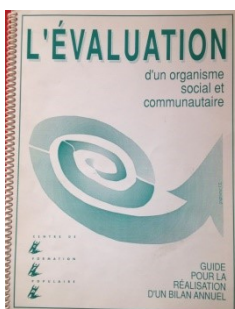
Colloque : Droit de cité 25,26 et 27 novembre 1994

Les thèmes de la régionalisation et du partenariat s'installent plus avant dans la programmation du CFP. Des projets de recherche prennent forme pour mieux cerner les impacts de la régionalisation sur les pratiques des groupes et visent à mieux comprendre le spécifique de la culture organisationnelle des groupes de femmes dans un contexte de partenariat permanent. **L'évaluation des pratiques des organismes communautaires** est un autre domaine d'investissement majeur pour le CFP. À l'invitation du Service aux collectivités de l'UQAM et de la Table des regroupements provinciaux d'organismes bénévoles et communautaires financés par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), le CFP agit comme partenaire et dispensateur de formation sur ce sujet délicat pour les groupes. Ces ateliers de formation prennent acte des partenariats en cours entre les organismes et les agences gouvernementales.

Timidement en 1989, le Centre de formation populaire propose un atelier de formation sur le thème de l'économique. En 1994, il fait évoluer son analyse politique en proposant des ateliers de formation qui nomment bien les liens à définir et à tisser entre l'économique et le social. Marcelle Dubé, ajoute : «Le CFP doit rester une lumière critique au-dessus des questions urgentes. Il embrasse large et c'est là sa grande force. Le CFP doit être un révélateur, un lieu où on peut débattre.» Vincent Greason, membre du CA du CFP de 1994 à ce jour : «...l'apport le plus précieux du CFP au milieu, je le retrouve dans son rôle de miroir. Il est un miroir dans lequel le milieu se regarde pour se comprendre. Dans une période de mutation et de mouvance, un miroir est très important. Il fait poser des questions: est-ce qu'on aime ce qu'on voit? Est-ce que c'est cela que l'on veut être? Comme mouvement social et comme mouvement progressiste? Cette tâche est parfois difficile, parfois ingrate, mais elle est, à mon avis, essentielle.» Pour François Aubry, membre du CA du CFP de 1995 à ce jour : «Le défi majeur du CFP au cours des prochaines années sera de renforcer ses activités de formation autour des grandes transformations économiques, sociales, culturelles et politiques. Le CFP devra continuer à proposer des analyses fines de la crise et des enjeux pour le milieu communautaire telles les transformations du rôle de l'État et la redéfinition du contrat social en cours.

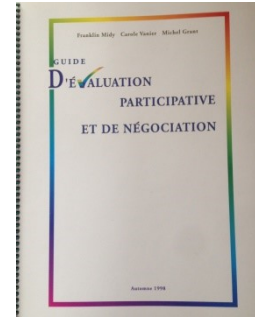
S'il est important de comprendre les changements en cours et d'entrevoir des stratégies de sortie crise prometteuses, il sera essentiel que le mouvement communautaire s'inscrive de manière active et offensive à l'intérieur de ces transformations. Il y a là, à mon avis, un rôle important pour le CFP dans les mois et les années à venir.» Un nouveau départ... Yves Vaillancourt professeur au département du travail social de l'université du Québec à Montréal, et président du CA du CFP depuis 1994 : «En 1972, c'était très important pour moi et les gens de mon courant de pensée de favoriser une rencontre entre des valeurs humanistes et des outils de formation méthodiques, efficaces dans notre action sociale et politique. Cette contribution personnelle est toujours possible pour moi au sein du CFP dans les années 1996. Le CFP a toujours fait de la place pour la recherche sociale de qualité, évidemment plus fortement au cours de certaines années, et c'est une dimension de sa contribution qu'il faut souligner. Je souhaite que le CFP poursuive son travail et se positionne pour être plus aidant auprès d'un plus grand nombre d'acteurs du changement.»

## L'arrivée de l'évaluation au Centre de formation populaire



Dès le début des années '90, le CFP s'est intéressé à la question de l'évaluation. D'ailleurs en 1992 il faisait paraître le document *L'évaluation d'un organisme social et communautaire*. Il est sans doute un précurseur important sur cette question dans l'univers communautaire québécois.

Cet intérêt ira en grandissant et touchera l'ensemble des membres de l'équipe du CFP au cours des années 95 à 98 dans le cadre de tournées nationales de formation pour les organismes du mouvement communautaire et d'autoformation pour l'équipe du CFP. Les membres de l'équipe accompagneront Franklin Midy et Daniel Fortin en s'appropriant le contenu sur l'évaluation, et poursuivront avec Michel Grant autour du thème comment négocier une évaluation. La question de l'évaluation demeure l'un des points forts du CFP et s'incarne aujourd'hui dans deux volets importants **ÉVALPOP** avec le soutien de Centraide du Grand Montréal et l'évaluation par et pour le mouvement communautaire qui s'adresse à l'ensemble des groupes communautaires québécois.

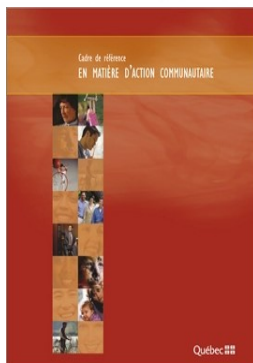


## La décennie 2000- 2009

Trois événements majeurs, en ce début de décennie, pour le mouvement communautaire: le projet de politique de l'action communautaire autonome, la Marche mondiale des femmes contre la violence et la pauvreté, et le Sommet des peuples des Amériques.

### La politique de reconnaissance de l'action communautaire

Pour le mouvement communautaire québécois, l'année qui s'achève aura encore été marquée par des mobilisations et des débats entourant le projet de politique de reconnaissance de l'action communautaire déposé par le ministre Boisclair en 2000. De la consultation « Larose » à l'étude des nouvelles versions qui se sont succédé en cours d'année, ce processus a connu son aboutissement lors de la rencontre nationale du mouvement communautaire autonome.



Les délégués présents à cette rencontre ont voté aux deux tiers une proposition afin d'émettre un avis favorable mais conditionnel au projet de politique gouvernementale sur l'action communautaire. Les conditions qui accompagnent cette proposition visent à contraindre le gouvernement à négocier avec le Comité aviseur, seul interlocuteur mandaté par le mouvement communautaire

autonome, en vue de bonifier la politique actuelle et de l'évaluer tous les trois ans.

D'une part, on ne peut que se réjouir de la décision définitive qui a été prise lors cette rencontre. Nous partageons en effet l'analyse de ceux et celles qui croient que cette politique constitue une base intéressante vers une plus grande reconnaissance de l'action communautaire autonome au Québec. D'autre part, on doit malheureusement s'inquiéter des dangers d'une certaine division dans les rangs du mouvement à l'issue de ce processus. On sait qu'un certain nombre de regroupements ont tenu à inscrire leur dissidence à la suite du vote. Faut-il y voir un refus de rallier la majorité? Faut-il craindre de voir le fossé s'élargir au cours des prochains mois? Quelles en seraient les conséquences?

### **La Marche mondiale des femmes contre la violence et la pauvreté**

La Marche mondiale des femmes a été sans conteste un succès sur le plan de la mobilisation et de l'éducation populaire ici au Québec et ailleurs dans le monde. En effet, près de 6 000 organismes répartis dans 161 pays et territoires ont manifesté d'une façon ou d'une autre leur refus d'un monde qui ne saurait garantir le respect de l'intégrité physique et mentale des femmes, l'égalité avec les hommes ainsi qu'un partage solidaire de la richesse.

Pour reprendre les mots des organisatrices, la Marche mondiale des femmes aura permis de donner un nouveau souffle au féminisme et de reconnaître les combats des femmes à l'échelle mondiale et consacrer un mouvement social de première importance.

Un peu partout dans le monde, les femmes s'activent à faire le bilan de l'ensemble des actions menées afin de poursuivre la lutte.

### **Le Sommet des peuples des Amériques**



Au mois d'avril 2004, la ville de Québec a été l'hôte du troisième Sommet des Amériques, où les chefs d'État étaient réunis pour poursuivre les négociations de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA).

C'était aussi l'occasion de réunir le deuxième Sommet des peuples des Amériques, vaste coalition de syndicats, de groupes populaires, environnementaux et d'organismes de coopération internationale ainsi que des groupes de recherche.

Cette rencontre a permis à des centaines de participantEs venus de tous les coins de l'Amérique d'avancer vers la construction de propositions de solutions de

remplacement sur des thèmes aussi variés que le rôle de l'État, l'éducation, l'environnement, les droits de la personne, les droits sociaux, les droits des femmes, des autochtones, des communautés noires, des agriculteurs.

On peut là encore parler de succès sur le plan de la mobilisation et de la sensibilisation populaire sur des enjeux aussi importants que constitue la mise en place de cette zone de libre-échange.

### **La société civile s'organise**

Ces mobilisations illustrent de façon assez éclatante le rôle majeur que joue et que jouera à l'avenir le mouvement communautaire dans une société comme la nôtre. On peut sans doute y voir l'expression d'une société civile de plus en plus présente et active, qui demeure soucieuse de faire entendre la voix des citoyens et citoyennes ordinaires au moment où se prennent des décisions qui vont structurer la société de demain. Ils refusent ainsi de laisser toute la place au marché et à l'État. Ces nouvelles mobilisations nous semblent porteuses d'espoir et soulèvent aussi toutes sortes de nouvelles questions – qui contribueront à la création de nouveaux contenus de formation et à la bonification de contenus déjà existants : **La citoyenneté**, qui se décline en trois jours de formation, **L'histoire des mouvements populaire et communautaire**, **Introduction à l'économie**. Vous trouverez à la fin de ce document l'intégralité des ateliers de formation développés ou conçus par les membres de l'équipe de formation au cours des 45 dernières années.

### **La contribution du CFP à ces événements**

Le CFP n'a pas voulu être à l'écart de ces événements importants. L'équipe du CFP a été passablement mise à contribution particulièrement pour ce qui concerne la Politique de reconnaissance de l'action communautaire ainsi que le Sommet des peuples des Amériques.

En ce qui a trait à la politique de reconnaissance de l'action communautaire, l'investissement du CFP a été plutôt important. Une personne de l'équipe siège depuis un an et demi au Comité aviseur à titre de délégué de la Table des fédérations et organismes nationaux en éducation populaire autonome et au comité exécutif depuis un an. Ses talents de négociateur lui ont valu d'être sollicité pour participer aux négociations avec le gouvernement au cours des derniers mois.

Une autre personne de l'équipe a, quant à elle, agi à plusieurs occasions comme personne ressource dans le cadre d'activités de formation et de réflexion sur les enjeux de la politique. Ses services ont aussi été retenus lors de la rencontre nationale de mai dernier pour travailler avec le comité synthèse.

Pour le Sommet des peuples des Amériques, une personne de l'équipe représentant le CFP à Solidarité populaire Québec et a participé à l'organisation du Forum sur le rôle de l'État tandis qu'une autre personne de l'équipe assurait l'animation de la plénière réunissant environ quatre cents délégués. Une personne du conseil d'administration s'est vu confier la tâche d'animer un atelier.

Ces contributions ont été exigeantes à la fois pour les personnes concernées et pour notre organisme. Nous croyons cependant que cet investissement a servi à la fois les intérêts du mouvement en général et ceux du CFP en particulier. Ces formes de collaboration et de soutien nous apparaissent incontournables si nous souhaitons être pertinents dans notre travail de formation. Cela nous permet entre autres de bien saisir la conjoncture en général et la réalité des mouvements sociaux. Ce sont aussi des occasions de faire connaître nos services et d'être à l'affût de nouveaux besoins de formation.

Les artisans de la première heure étaient sans doute loin de se douter que cet organisme né en 1971 franchirait le cap du troisième millénaire. Cela ne va pas de soi. Un certain nombre de facteurs peuvent nous faire comprendre cette durée dans le temps et nous voulons les évoquer avec vous.

## **L'ancrage du CFP dans le mouvement communautaire**

Un des premiers facteurs, c'est son appartenance, son identification au mouvement communautaire. Le CFP s'est toujours défini comme partie intégrante du mouvement communautaire partageant avec lui ses valeurs, sa culture, son mode d'organisation, ses revendications et ses aspirations pour une société plus juste, démocratique et solidaire. L'histoire du CFP est intimement liée à l'histoire du mouvement communautaire des trente dernières années. Cette appartenance au mouvement lui a permis d'être à l'affût des besoins de formation exprimés par les organismes communautaires tout au long de ces trente ans.

L'élection du Parti libéral et l'avenir du mouvement communautaire au Québec



« Ne vous demandez pas ce que l'État peut faire pour vous, mais demandez-vous ce que vous pouvez faire sans l'État ». Dénaturant à sa façon la célèbre phrase de John F. Kennedy, le nouveau ministre des Finances du Québec, Yves Séguin, indiquait sans ambiguïté à l'occasion de son premier budget la direction que comptait prendre le Parti libéral au cours des prochaines années. Le désir avoué de procéder rapidement à une réingénierie importante de l'État soulève, il va sans dire, des inquiétudes dans de nombreux milieux.



On peut craindre qu'une approche limitée à des considérations trop strictement budgétaires du type « faire mieux avec moins » ne nous conduise comme société à des reculs importants notamment au plan social et démocratique.

Le fameux « modèle québécois » dont on a beaucoup parlé au cours de la dernière année « ne se résume pas au rôle joué par l'État dans l'économie. C'est plutôt l'ensemble des pratiques sociales et démocratiques, des initiatives économiques et des interventions gouvernementales qui s'articulent les unes aux autres pour créer la richesse et la redistribuer équitablement, rendre les services publics avec efficacité, protéger les droits des individus et défendre le bien commun ».

Voilà ce qui est en jeu aujourd'hui. Les valeurs et les principes pour lesquels le mouvement communautaire s'est battu depuis de nombreuses années avec les autres mouvements sociaux progressistes ne peuvent pas être sacrifiés au nom du changement tel qu'envisagé par ce nouveau gouvernement.

Dans ce contexte, le mouvement communautaire devra se mobiliser à la fois pour défendre les intérêts et les acquis des populations qu'il dessert et aussi s'assurer comme mouvement de la mise en œuvre de la politique de reconnaissance de l'action communautaire adoptée en septembre 2001 par le gouvernement précédent.

Le CFP trouve son port d'attache

Dans la foulée de la mise en place de la politique, nous vous annonçons que le CFP a trouvé officiellement son port d'attache auprès du ministère de l'Éducation dans le cadre du nouveau Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTÉ). Compte tenu de la mission du CFP, le passage à ce ministère allait de soi. Rappelons aussi que le CFP a bénéficié depuis de nombreuses années de subventions de la part de ce même ministère dans le cadre du Programme de soutien à l'éducation populaire autonome (PSÉPA).

Une des premières retombées de ce transfert a été de voir la subvention du ministère augmentée de façon sensible. De plus, ce financement sera désormais assuré pour une période de trois ans et renouvelable, comme c'est le cas avec Centraide du Grand Montréal. Cela devrait nous permettre d'assurer une meilleure planification financière.

Ce remue-ménage occasionné par le transfert des organismes vers différents ministères remet en question le rôle joué jusqu'à ce jour par la Table des fédérations et organismes nationaux en éducation populaire autonome. Celle-ci assurait la représentation d'organismes comme le nôtre auprès du ministère de l'Éducation et travaillait à la promotion de l'éducation populaire avec le mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec MÉPACQ. Selon la nouvelle politique, l'éducation populaire concerne dorénavant l'ensemble des organismes

communautaires et les ministères auxquels ces groupes sont rattachés. Dans cette nouvelle conjoncture, plusieurs se questionnent sur l'avenir de l'éducation populaire si aucun organisme n'a la responsabilité d'en assurer la promotion auprès des organismes et des différents ministères, cette pratique demeurera-t-elle pérenne ?

## Un régime de retraite pour les travailleuses et les travailleurs du mouvement communautaire



Le projet d'élaboration du Régime de retraite pour les organismes communautaires, groupes de femmes et entreprises d'économie sociale a mobilisé une partie



importante des énergies des membres du conseil d'administration et de l'équipe de travail en 2007-2008. Après plusieurs années d'efforts et à la suite à

d'une importante tournée de formation réalisée au cours des derniers mois, nous voyons enfin la lumière au bout du tunnel. Ainsi, toutes les conditions sont enfin réunies pour assurer le démarrage officiel du Régime à compter du 1er octobre 2008. En menant à terme ce projet, le CFP et Relais-Femmes auront contribué de façon importante à améliorer la sécurité financière des travailleuses et travailleurs de ces secteurs au moment où cette question devient un enjeu de plus en plus important, notamment pour la rétention et le recrutement de la main-d'œuvre.

Nous sommes fiers de porter à votre attention que le CFP et Relais-Femmes ont reçu pour la réalisation de ce projet le prix « Initiative gagnante » remis par le Comité sectoriel de main-d'œuvre, de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ESAC), dans le cadre des festivités soulignant son dixième anniversaire.

## Depuis 2010 ...

**Création du poste de coordination hors syndicat Le CFP a fait face à de nombreux défis.**

L'embauche d'une coordonnatrice relevant du conseil d'administration a permis de consacrer davantage de temps au développement d'outils de planification, de gestion et d'organisation du travail. L'équipe a aussi entrepris la révision du contenu des ateliers de formation, la systématisation des approches d'accompagnement et le développement de nouveaux types d'intervention. Ces démarches n'ont pas toujours été faciles et sont loin d'être terminées, mais nous savons maintenant que nous sommes sur la bonne voie.

### 40<sup>e</sup> anniversaire



En novembre 2011, le conseil d'administration a tenu à souligner le 40<sup>e</sup> anniversaire du CFP. Pour cette occasion, le CFP a eu le plaisir d'accueillir une amie de longue date: Majo Hansotte. Docteur en philosophie et lettres de l'Université de Liège, elle est l'auteure du livre « Les intelligences citoyennes ». Depuis de nombreuses années, elle est responsable de la formation

d'acteurs engagés dans les mouvements sociaux, en Belgique, en France et au Québec.

À notre demande, Majo a réalisé un atelier de formation de deux jours. Cette activité s'adressait à des acteurs de terrain. Les personnes impliquées dans la démarche devaient témoigner de situations injustes qu'elles avaient elles-mêmes vécues. Sur la base de ces témoignages, le groupe était invité à construire une parole solidaire et à élaborer des pistes d'actions ou des projets de vie, des réalisations culturelles et sociales.

Majo a aussi donné une conférence sur le thème « Éducation populaire et transformation sociale ». Les activités du 40<sup>e</sup> se sont conclues par une soirée-retrouvailles réunissant anciens, actuels et nouveaux membres du CFP. Que du bonheur !

### Nouvelle adresse pour le CFP ; nouvelles activités

Depuis mars 2012, le CFP occupe de nouveaux locaux situés dans le presbytère de la paroisse de l'Immaculée-Conception à l'angle des rues Rachel et Papineau à Montréal. Ce changement d'adresse ne faisait pas partie de nos plans. Il s'est donc

agi d'un déménagement forcé, provoqué par les transformations importantes qu'a connues notre ancien quartier. L'immeuble du 65, rue de Castelnau a donc été vendu à des promoteurs et fera place prochainement à des condos.

Grâce à nos efforts conjugués, notre relocalisation a été rapide et faite de sorte à ne pas nuire au travail du CFP. Bien au contraire, cela a eu comme effet de stimuler tout le monde. En effet, nos nouveaux espaces correspondent à bien des points de vue à nos besoins d'ordre professionnel tout en offrant le charme et la chaleur d'un site patrimonial, et ce, dans un environnement urbain à bien des égards exceptionnel.

Ce nouvel espace nous permet aussi de lancer **Les 5@7 du CFP**. Cette activité permettra aux participantEs de rencontrer des intellectuels de renom comme **Alain Denault, Éric Pineault, Diane Lamoureux, Ianik Marcil, Christian Nadeau** ou des représentantEs d'organismes communautaires qui interviennent sur différentes questions, comme : **Yannick Labelle** de l'Union des consommateurs sur le thème de l'obsolescence programmée et **Amélie Nguyen** de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) pour un survol de la conjoncture.



## L'évaluation par et pour le communautaire



Depuis l'année 1992, la longue expertise du CFP en évaluation a permis d'élaborer et de mettre en œuvre ÉvalPOP en 2010: un programme de formation et d'accompagnement en évaluation participative portant sur les effets des activités, en partenariat avec Centraide du Grand Montréal. Ce projet a occupé une place centrale dans les activités du CFP au cours des dernières années. Il est maintenant bien en selle. Plus de 190 organismes ont fait ou font actuellement l'objet d'accompagnement. Cinq nouvelles formations abordant différentes phases du processus d'évaluation sont désormais disponibles autant pour les organismes participants à ce projet que pour les autres en général.

En 2013, un rapport d'étape est produit qui met en perspective les écarts constatés entre ce qui était prévu initialement au projet et ce qui s'est déroulé réellement. En découle une série de recommandations qui seront fort pertinentes pour la suite des choses.

Les retombées de ce projet sont importantes pour notre organisme à bien des égards. Il a permis d'augmenter et de consolider notre expertise en cette matière. Il

suscite beaucoup d'enthousiasme, de motivation et de fierté au sein de l'équipe de travail. Cela contribue à donner beaucoup de sens à notre travail. Par ailleurs, plus on intervient sur ces questions, plus on se rend compte de l'importance de l'évaluation des et de ses effets pour les organismes communautaires : la nécessité de porter un regard critique sur leurs actions, de les étudier, de les améliorer, d'en faire ressortir les résultats, ainsi que de mieux faire connaître la contribution de ces organismes dans la communauté. Nous pouvons donc déjà observer des retombées importantes pour les organismes, qui seront analysées au cours des mois et des années à venir.

## 45 années de formation

- Le fonctionnement interne des groupes
- Les finances de nos organisations
- Comptabilité
- Gestion
- Mouvement populaire et société
- L'analyse de la société
- Introduction au développement international
- Le conseil d'administration
- L'organisation du travail
- Animation de groupe
- Procédures d'assemblées
- Les médias d'information et les organismes
- Vie associative, les instances démocratiques
- Introduction à la planification stratégique
- L'évaluation participative (première mouture)
  - L'élaboration d'un questionnaire
  - Le focus group
  - L'analyse des données
- Les instances régionales ; le redéploiement de l'État
- L'allocation universelle, utopie ou alternative ?
- Économie
  - Travail emploi revenu
  - Finances publiques
  - Démocratie économique et rôle du mouvement communautaire
- La mobilisation sociale
- La mobilisation citoyenne
- Le processus de négociation
- Citoyenneté et mouvements sociaux
- Conditions de travail et syndicalisation
- Formation de formatrices et formateurs
- Empowerment
- Évaluation participative par et pour
  - Initiation à l'évaluation
  - L'évaluation des résultats (3 jours)
  - L'implantation d'une culture de l'évaluation

- Animation d'assemblées délibérantes
- La gestion participative
- Rôles et responsabilités du conseil d'administration

L'histoire est en marche pour le CFP ...

